



Les organisations syndicales CGT'Educ, FSU et UNSA-Education appellent les personnels à être en grève le 12 Novembre contre le projet de budget 2019 pour l'enseignement scolaire.

Le gouvernement a prévu la diminution de 4500 emplois de fonctionnaires d'Etat : 40 % de cette baisse est supportée par la seule Education Nationale, ce qui se traduit par la suppression de 2650 postes d'enseignants en second degré et de 400 postes d'administratifs. S'ajoutant à la récente réforme des lycées (général, technologique et professionnel) ainsi qu'à la réforme du baccalauréat, ces mesures dégraderont considérablement l'offre de formation, les conditions d'étude des élèves. Le primaire, qui selon les annonces gouvernementales serait une priorité, n'est en réalité financé que par un redéploiement, qui ne suffit même pas à couvrir les besoins ce qui entraîne par exemple dans le département un manque cruel de remplaçants, le refus des temps partiels et de congés de formations.

De plus, les mesures mises en avant relèvent d'une idéologie qui prône la sélection et l'élitisme pour les élèves. L'individualisation règne, chaque élève est déclaré maître de son avenir scolaire, professionnel, ce qui permet de dédouaner l'Etat de ses responsabilités en matière d'égalité des chances.

Ce faisant, le ministère de l'Education tente de mettre sous tutelle les pratiques enseignantes par l'instrumentalisation d'évaluations nationales, il nie ainsi la professionnalité des enseignant-es et l'exercice de la liberté pédagogique : on ne fait pas progresser les élèves avec des injonctions coupées des réalités du terrain. La réussite de tout-es nécessite de prendre en compte la spécificité de chaque élève, les moyens pour l'accompagner, de la maternelle à l'université. Or les annonces budgétaires pour l'année 2019 démontrent que le gouvernement a abandonné la priorité à l'Education. Cela n'est pas compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité et d'une plus grande égalité de réussite, ni d'une bonne administration du système éducatif.

Dans cette perspective, nous combattons toutes réformes qui créeront des suppressions de postes.

Pour les personnels, la situation se dégrade et le pouvoir d'achat ne cesse de décroître. Le gouvernement n'a pas saisi l'occasion du rendez-vous salarial pour revaloriser les salaires des agent-es publics. Ainsi, il n'honore pas la promesse de campagne faite par Emmanuel Macron « d'améliorer le pouvoir d'achat de tous les salarié-es », puisqu'il laisse de côté plus de cinq millions d'agent-es de la Fonction publique ! Pire, il maintient le gel de la valeur du point d'indice et ne propose que quelques mesures dont la portée sera limitée (Compte Épargne Temps, aides au logement, indemnités kilométriques...). Pourtant, ce rendez-vous était très attendu après les pertes subies ces dernières années et le gel du point d'indice en mai 2017.

Dans notre académie, nous nous opposons à la fusion à marche forcée des académies de Bordeaux, Poitiers et Limoges. Nous réclamons le maintien d'un véritable service public de proximité. Nous exigeons le maintien et l'amélioration du modèle académique actuel et demandons les créations de postes nécessaires.

Pour toutes ces raisons, nous appelons à la grève

le lundi 12 novembre 2018.

**Venez nombreuses et nombreux à la manifestation qui débutera à 14 h
Place de la Préfecture et qui se terminera à l'Inspection Académique
de Lot et Garonne où une audience sera demandée.**